

"Les États-Unis et les problèmes européens" dans Luxemburger Wort (6 juin 1947)

Légende: Le 6 juin 1947, le quotidien luxembourgeois Luxemburger Wort analyse le discours prononcé la veille par le secrétaire d'État américain George Marshall à Harvard et dresse un parallèle entre l'aide américaine promise à l'Europe et les tentatives soviétiques d'ériger une fédération balkanique.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 06.06.1947, n° 157; 100e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Amerika zu den europäischen Problemen", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_etats_unis_et_les_problemes_europeens_dans_luxemburger_wort_6_juin_1947-fr-4a381286-61c4-4cde-86c8-fb63f6ded22a.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Les États Unis et les problèmes européens

Le secrétaire d'État américain Marshall attend de l'Europe l'élaboration d'un plan commun de reconstruction.

WASHINGTON, le 6 juin. Dans les milieux diplomatiques de Washington, on évoque la possibilité que le coup d'État communiste en Hongrie amène l'Union soviétique à prendre des mesures pour créer une fédération balkanique des États de l'Europe du Sud Est qu'elle contrôlerait. Jusqu'à présent, le maréchal Tito de Yougoslavie a été un fervent défenseur de l'idée d'une fédération balkanique et cette évolution est maintenant du domaine du possible. Dans le même ordre que le changement de gouvernement en Hongrie, on devrait considérer cet événement à la fois comme une réponse russe au programme d'aide américain pour la Grèce et la Turquie et comme un pas vers la consolidation du bloc soviétique, avant que la ratification définitive des accords de paix avec les pays satellites ne contraigne la Russie à retirer ses troupes d'occupation.

Dans les milieux diplomatiques, on prédit en outre que la prochaine étape soviétique en Europe de l'Est sera la tentative d'une mainmise communiste en Tchécoslovaquie.

En revanche, les États Unis prévoient d'établir un état des lieux de la situation économique mondiale, afin de pouvoir déterminer le montant des aides financières supplémentaires aux pays étrangers. Le ministère des Finances et le comité consultatif national, qui se compose du ministre des Affaires étrangères, du ministre des Finances, du ministre du Commerce et du président de la Banque centrale américaine et de la banque d'import export, doivent participer à ce travail.

À l'occasion de sa nomination comme docteur *honoris causa* à l'université de Harvard, le général Marshall a prononcé un discours dans lequel il a appelé l'Europe à élaborer un programme circonstancié de reconstruction.

Pour cela, il s'appuie sur l'idée qu'il faut convaincre les pays européens de faire montre d'un plus grand intérêt pour la reconstruction de l'ensemble de leur continent et d'élaborer un plan d'action dont l'objectif principal doit être l'augmentation des denrées alimentaires et de la production de charbon.

Marshall a promis un soutien économique des États Unis aux États qui se déclarent prêts à collaborer à un programme commun.

L'Europe a besoin d'une aide efficace de l'extérieur pour les trois ou quatre prochaines années, a poursuivi Marshall, pour que sa situation économique, sociale et politique ne se détériore pas de façon catastrophique.

Toute aide financière ou autre des États Unis devrait être d'une efficacité radicale non seulement pour soulager, mais également guérir l'Europe de ses maux.

Mais avant que les États Unis n'apportent leur aide à l'Europe, les États européens devraient tout d'abord se mettre d'accord sur les nécessités présentes et le rôle qu'ils souhaitent eux mêmes assumer dans la reconstruction.

Le plan de reconstruction européen doit être élaboré d'un commun accord de la majorité, si ce n'est de tous les États d'Europe, a ajouté Marshall. En Europe, la situation s'aggraverait actuellement de plus en plus rapidement, ce qui «ne présage rien de bon pour le monde».

L'incapacité des grandes puissances à trouver un consensus sur les accords de paix pour l'Allemagne et l'Autriche entraînerait un sérieux retard de la reconstruction européenne.

Le président Truman défend l'aide à l'Europe

Washington, le 6 juin. Le président Truman a annoncé hier la nomination de l'ancien gouverneur du

Nebraska, Dwight P. Griswold, au poste de chef de la mission américaine pour la Grèce.

Il a également déclaré lors d'une conférence de presse que Richard F. Allen assurera la gestion du fonds d'aide de 350 000 000 dollars.

Dans la suite de la conférence, Truman a pris position sur une déclaration du sénateur républicain Taft, qui avait reproché au président d'avoir laissé tomber la politique de la baisse des prix au profit des grandes dépenses à l'étranger, ce qui maintiendrait les prix élevés. Truman a réfuté l'argument de Taft, selon lequel une demande élevée justifierait ou rendrait nécessaire des prix élevés, en le qualifiant de faux et de dangereux.

Le gouvernement n'aurait pas décidé d'aider la Grèce et la Turquie pour diminuer les prix, mais pour aider des millions de personnes affamées à reconstruire leur économie et pour les protéger «des agressions totalitaires».